

CAMEROUN



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français et anglais

Superficie : 475 440 km²

Population : 26,5 millions d'habitants

Densité : 55,8 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,6 %

Part de la population urbaine : 57,6 %

Économie

Notation de la dette souveraine (S&P, 2020) : B-

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2020 : 153^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 3,3

Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2020, base 100 en 2010) : 96,9 (97,9 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur

Risque de surendettement : élevé

PIB par habitant (2020) : 1 507,5 dollars

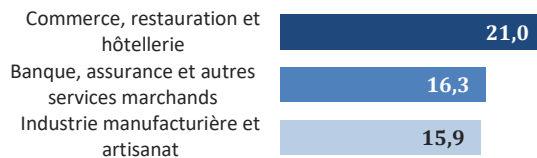
Taux de croissance (2020) : 0,7 %

Inflation (2020) : 2,4 %

PIB (2020) : 22 775,7 milliards de francs CFA

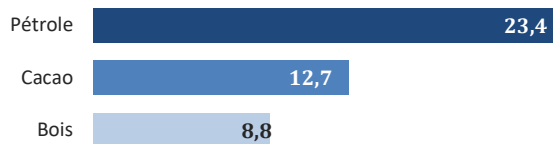
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



Développement humain et infrastructures



58,9 ans

Espérance de vie



23,8 %

Population sous le seuil de pauvreté



65,7 %

Accès à l'eau potable



7,5 %

Mortalité infantile



46,6

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



63,5 %

Accès à l'électricité



28,9 %

Malnutrition infantile



77,1 %

Alphabétisation des adultes



95,1

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



129/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



34,5 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



71,3 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le service [Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2021 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

Faits saillants

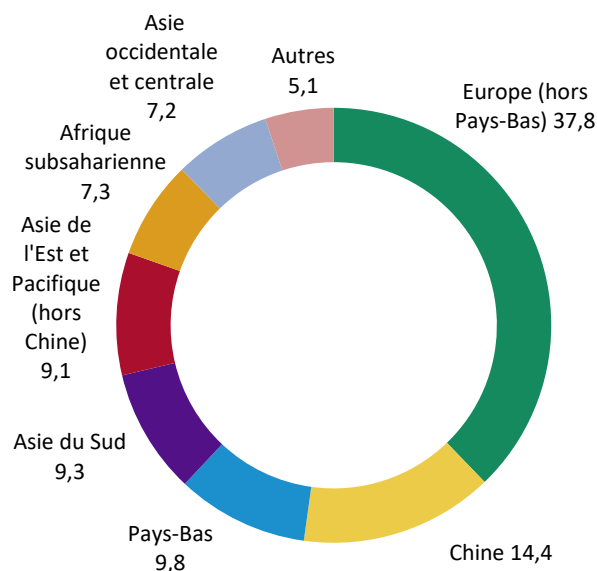
- **L'économie camerounaise a fortement décéléré en 2020, enregistrant un taux de croissance de 0,7 % (contre 3,7 % en 2019). En 2021, elle devrait rebondir, avec un PIB réel en progression de 3,2 %.** Le contexte de crise sanitaire demeure toutefois prégnant et soumet la reprise à une relative incertitude. Il se manifeste également par un regain d'inflation (2,4 % en 2021 comme en 2020) et par une pression continue sur les comptes extérieurs.
- **Le Cameroun a conclu en juillet 2021 un nouveau programme triennal avec le Fonds monétaire international (FMI), pour un montant global de 483 millions de droits de tirage spéciaux (DTS).** Ce programme, au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC) viendra appuyer le programme de réformes structurelles des autorités et pourrait jouer un rôle de catalyseur dans la mobilisation des financements extérieurs.
- **Le développement du secteur privé demeure ralenti par la persistance d'un contexte sécuritaire dégradé dans plusieurs régions du pays, ainsi que par le caractère insuffisamment favorable du climat des affaires.** Le niveau élevé de corruption et le développement insuffisant des infrastructures – en particulier s'agissant des transports et de l'énergie – figurent parmi les facteurs structurels qui limitent l'investissement et l'activité économique.
- **Le président Paul Biya (89 ans en 2022) a été réélu en octobre 2018 pour un septième mandat.** Les prochaines élections présidentielles doivent se tenir en 2025.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie camerounaise, dynamique et diversifiée, demeure la plus importante de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) : son poids dans le PIB total de la Communauté atteignait 44,6 % en 2020, loin devant les autres contributeurs. Entre 2016 et 2020, elle a connu un taux de croissance moyen de 3,3 %, très au-dessus de la moyenne de la CEMAC (0,3 % sur la période). Le secteur primaire (20,8 % du PIB¹ en moyenne sur la période 2016-2020) repose sur l'extraction des hydrocarbures (6,0 % du PIB et 33,3 % des exportations), mais également sur une agriculture diversifiée, mêlant produits vivriers et une large gamme de cultures d'exportation (cacao, coton, banane, café). Le dynamisme du secteur secondaire (22,6 % du PIB) est soutenu par le développement des industries de transformation (agroalimentaire, bois, textile et produits chimiques notamment) et l'activité des entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP).

Destinations des exportations du Cameroun (2015-2019)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

¹ PIB au coût des facteurs.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Cameroun

	2016	2017	2018	2019	2020
Fèves de cacao (en milliers de tonnes)	285,7	300,0	301,7	304,2	273,1
Prix d'achat aux producteurs – grades 1 et 2 (en francs CFA par kg)	1 578,2	1 169,3	1 156,6	1 391,6	1 391,7
Café (en milliers de tonnes)	59,0	34,1	29,0	28,2	33,1
Prix d'achat aux producteurs (en francs CFA par kg)	872,8	991,8	994,2	805,7	741,0
Coton-graine (en milliers de tonnes)	227,7	275,9	307,9	315,5	334,0
Prix d'achat aux producteurs (en francs CFA par kg)	861,6	935,8	1 029,7	999,7	915,2
Bananes (en milliers de tonnes)	298,7	278,9	219,7	186,5	193,9
Bois tropicaux					
Production de grumes (en milliers de m ³)	2 746,5	2 793,2	3 013,1	2 767,1	2 441,9
Exportations (grumes, sciages et dérivés) (en milliers de tonnes)	1 505,2	1 696,3	1 885,3	1 774,5	1 563,2
Prix moyens à l'exportation (en milliers de francs CFA par m ³)	188,0	170,2	161,6	165,3	149,3
Pétrole (en millions de tonnes)	33,7	3,9	3,5	3,6	3,7
Prix du baril de pétrole camerounais (en dollars par baril)	39,4	53,3	72,4	64,6	40,3
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	168,1	222,8	288,2	272,5	166,9

Sources : BEAC et administrations nationales.

Le secteur tertiaire pèse quant à lui pour plus de la moitié (56,7 % sur la période) dans le PIB, tirant parti de la bonne tenue des services financiers et des activités de commerce, hôtellerie et restauration.

Le Cameroun présente un solde courant structurellement négatif (-3,5 % du PIB en moyenne entre 2016 et 2020), du fait notamment de la fragilité de sa balance commerciale. Comme ailleurs en Afrique, les exportations sont très majoritairement destinées à des pays développés ou émergents : les pays européens ont ainsi reçu près de la moitié (47,7 %) des exportations camerounaises en valeur entre 2015 et 2019, la part de l'Afrique subsaharienne (ASS) ne s'établissant qu'à 7,3 %. La fragilité de la balance commerciale découle notamment du faible degré de transformation des biens exportés – principalement des matières premières –, de la dépendance aux cours internationaux de ces matières premières et du volume élevé des importations (biens d'équipement, denrées alimentaires, produits pétroliers notamment). Elle s'ajoute à celles des balances des services et des revenus, elles aussi structurellement déficitaires. L'excédent du compte financier, dégagé grâce aux investissements directs et aux autres investissements, permet néanmoins généralement de soutenir le solde global de la balance des

paiements. L'enjeu de la position extérieure camerounaise est essentiel, y compris au niveau régional dans la

mesure où le Cameroun compte, selon le Fonds monétaire international – FMI (février 2022)², pour environ 60 % des réserves de change communautaires.

L'ancrage du franc CFA sur l'euro contribue à maintenir l'inflation à un niveau modéré (1,5 % en moyenne annuelle entre 2016 et 2020, légèrement en deçà de la moyenne de la CEMAC de 1,7 %). Le pays connaît toutefois depuis 2019 une relative poussée inflationniste, avec une progression annuelle des prix supérieure à 2 % – restant cependant inférieure à la limite communautaire de 3 %. Cette accélération est alimentée par les conditions climatiques difficiles, pesant sur la production agropastorale, par la persistance des tensions sécuritaires et par le renchérissement des prix des biens importés dans le contexte pandémique.

Le secteur bancaire camerounais est le plus important de la CEMAC par la taille des bilans et le nombre d'établissements de crédit : 6 889 milliards XAF d'actifs à fin 2020, répartis entre quinze banques. L'activité du secteur apparaît relativement dynamique, comme l'illustre la progression de + 23,4 % (contre + 6,3 % pour le secteur bancaire de la CEMAC) de son portefeuille de

² FMI (2022), Rapport des consultations de 2021 au titre de l'article IV et premières revues au titre de la Facilité élargie de crédit et du Mécanisme élargi de crédit en faveur du Cameroun, février.

crédits bruts global entre fin 2016 et fin 2020. Sa profondeur demeure toutefois limitée : selon la Banque mondiale, le crédit intérieur au secteur privé représentait en 2018 14,7 % du PIB, contre 37,9 % en moyenne dans l'ensemble de l'ASS. Cela va de pair avec un faible niveau d'inclusion financière (34,5 % seulement de la population de plus de 15 ans disposent d'un compte bancaire), bien que cette dernière soit favorisée par le développement rapide des fintech. Grâce à l'extension de l'usage d'Internet et de la téléphonie mobile, l'utilisation des paiements mobiles (*mobile money*) a ainsi progressé de manière exponentielle ces dernières années : selon le FMI³, la valeur annuelle totale des opérations est passée de 0,5 % du PIB en 2014 à environ 55 % en 2020, le nombre d'opérations pour 1 000 adultes étant multiplié par cent sur la période (de 700 à 70 000). La faible extension du réseau bancaire traditionnel (2,15 agences pour 100 000 adultes en 2019⁴) au Cameroun y est également, en partie seulement, palliée par l'implantation historique des institutions de microfinance (6,95 antennes pour 100 000 adultes).

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

L'économie camerounaise est apparue résiliente face à la pandémie de Covid-19 : le pays a enregistré une croissance faiblement positive (0,7 %) en 2020, qui devrait rebondir à 3,2 % en 2021. Les retombées économiques de la Covid-19 avaient touché en particulier le secteur primaire, pénalisé par le recul de la demande internationale d'hydrocarbures – ainsi que par les mauvaises récoltes agricoles –, et les activités de commerce, hôtellerie et restauration, affectées par les mesures de confinement et par le recul du tourisme. Les mesures de soutien gouvernementales ont cependant atténué cet impact. Stimulées par les chantiers menés en préparation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2020, les activités du BTP avaient quant à elles soutenu le secteur secondaire. En 2021, la reprise économique devrait bénéficier de la bonne tenue du secteur secondaire – notamment dans le BTP – et du redémarrage des activités de commerce, d'hôtellerie et de restauration. Les perspectives de croissance demeurent toutefois sujettes à un certain nombre d'incertitudes, liées notamment à la progression de la

³FMI (2022), *Cameroun : Selected issues*, février.

⁴ La médiane de l'Afrique subsaharienne se situe à 4 agences pour 100 000 habitants.

Activité économique et inflation au Cameroun

(en %)

	2018	2019	2020	2021
Variation annuelle du PIB	4,1	3,7	0,7	3,2
Inflation (en moyenne annuelle)	1,1	2,5	2,4	2,4

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BEAC.

couverture vaccinale, à l'évolution de la demande mondiale de matières premières, au rétablissement des chaînes d'approvisionnement internationales et à la situation sécuritaire au Cameroun.

Le Cameroun reste confronté à la résurgence de tensions inflationnistes modérées (2,4 % en 2021 comme en 2020 – en deçà du seuil communautaire de 3 %), dans un contexte toujours marqué par les conséquences économiques de la pandémie. Si, dans un premier temps, la baisse des cours du baril de pétrole a joué un rôle modérateur sur le coût du carburant, la hausse du niveau général des prix a en revanche été alimentée par la perturbation des circuits d'approvisionnement, par le poids des tensions sécuritaires sur la production agropastorale et par les effets de l'inflation importée. La décision des autorités camerounaises d'accorder aux importateurs, en novembre 2021, un abattement de 80 % du prix du fret maritime dans le calcul de la valeur en douane des marchandises pourrait jouer un rôle modérateur sur cette inflation importée. Les retombées économiques de la guerre en Ukraine, se traduisant par une tension sur les cours des hydrocarbures et des céréales, pourraient *a contrario* contribuer aux poussées inflationnistes en 2022, au Cameroun comme dans de nombreux pays d'ASS.

La position extérieure du pays, bien que manifestant des signes d'amélioration, demeure fragile. Le solde courant, structurellement déficitaire au Cameroun, s'est réduit de -4,4 % du PIB en 2019 à -3,9 % en 2020, sous l'effet d'une baisse des importations (-16,1 %). La dégradation du compte financier due au recul de tous les types d'investissements a néanmoins pesé sur le solde global de la balance des paiements, passé de +0,7 % du PIB en 2019 à -1,9 % en 2020. En 2021, selon la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC)⁵, la reprise des exportations (+22,7 %) permettrait au pays de poursuivre le redressement du solde

⁵ Rapport de politique monétaire, décembre 2021.

courant (-3,1 %) et de ramener le solde global de la balance des paiements à proximité de l'équilibre (-0,7 %). La poursuite de la consolidation budgétaire et la conduite de réformes structurelles dynamisant le secteur productif contribueraient à maintenir la position extérieure du pays à un niveau soutenable.

Les finances publiques camerounaises restent sous pression, mais les efforts d'ajustement des autorités ont permis de limiter le dérapage budgétaire.

Le budget du Cameroun a ainsi affiché un déficit (base engagements, dons inclus) de 3,3 % du PIB en 2020 (contre 3,2 % l'année précédente) et pourrait être revenu à 2,7 % en 2021 selon la BEAC ⁶. En 2020, la compression des dépenses publiques en capital (-25,4 %) et la modération des dépenses courantes (+0,6 %, une progression inférieure à l'inflation) ont presque permis de compenser le recul des recettes budgétaires consécutif à la pandémie (-9,3 %). Cet effort s'est poursuivi en 2021, la réduction du déficit budgétaire étant par ailleurs favorisée par une meilleure performance de la collecte de l'impôt. L'amélioration de la gestion des finances publiques demeure par ailleurs nécessaire ; la mise en place du compte unique du Trésor camerounais auprès de la BEAC devrait permettre une gestion plus efficace de la trésorerie.

Face aux effets immédiats de la crise de la Covid-19 sur ses besoins de financement, le Cameroun a reçu l'appui des institutions internationales.

En mai puis en octobre 2020, il a ainsi bénéficié de deux facilités de crédit rapides (FCR) du FMI, pour un volume cumulé de 276 millions de droits de tirage spéciaux - DTS (environ 382 millions de dollars). Il a également participé à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) mise en œuvre par le G20 et les créanciers du Club de Paris - la Banque mondiale estime le montant des intérêts ainsi différés à 111,5 millions de dollars en 2020 ⁷.

Le Cameroun a conclu avec le FMI, en juillet 2021, un programme mixte soutenu par le mécanisme élargi de crédit (MEDC) et la facilité élargie de crédit (FEC).

Ce programme triennal doit lui permettre d'accéder à un financement de 483 millions de DTS ⁸ (environ 689,5 millions de dollars). À fin mars 2022, 207 millions de DTS (environ 293,2 millions de dollars) ont d'ores et déjà été décaissés, à la suite de l'octroi du programme et de la validation de la première revue. En août 2021,

le Cameroun a par ailleurs bénéficié de l'allocation de nouveaux DTS, à hauteur de 208 milliards XAF ; plus de la moitié de l'allocation devrait toutefois être utilisée avant la fin de l'année 2022 afin de répondre aux besoins de financement des autorités. Ces dernières sont cependant encouragées par le FMI à épargner la partie restante de l'allocation et à assurer la transparence de l'utilisation des fonds.

Le programme MEDC-FEC appuiera les réformes et les investissements prévus dans le cadre de la Stratégie nationale de développement - Cameroun 2030 (SND30) adoptée en janvier 2020.

Celle-ci prévoit notamment une amélioration de l'environnement des affaires, de la gouvernance publique et de l'accès de la population aux services de base. Un plan de soutien agricole, disposant d'une enveloppe de 30 milliards XAF sur le budget 2021, vise par ailleurs à réduire la dépendance alimentaire du Cameroun en soutenant le développement de la production de riz, de poisson, de maïs et de lait. Les projets des autorités camerounaises incluent en outre la promotion du label *Made in Cameroon* dans les secteurs d'activité prioritaires (agroalimentaire, bois, textile, mines et métallurgie, industrie pharmaceutique) et la création de zones économiques spéciales. Rendues possibles par le décret présidentiel du 19 avril 2019, les deux premières zones économiques spéciales, situées à Edea (littoral) et Bertoua (région de l'Ouest), visent à faciliter la transformation sur place du bois, en conformité avec l'interdiction dans la CEMAC de l'exportation de bois sous forme de grumes à partir de 2023.

Le poids de la dette publique reste important et s'est alourdi dans le sillage de la crise, passant en 2020 de 39,1 % du PIB à 42,1 % selon la BEAC.

Il atteindrait, d'après le FMI (février 2022), 47,2 % à fin 2021. Le Fonds qualifie le risque de surendettement d'élevé, mais estime que la trajectoire de la dette demeure soutenable, compte tenu notamment de la dynamique de consolidation budgétaire déjà initiée - et qui devra toutefois nécessairement être poursuivie, dans le cadre du programme. À fin 2020, la dette extérieure représentait 70,3 % du total de la dette, selon la BEAC. Le Cameroun a émis en juin 2021 une euro-obligation de 685 millions d'euros (maturité 11 ans, coupon 5,95 %). S'agissant de la dette intérieure, les émissions de bons

⁶ Idem.

⁷ Banque mondiale (2022), [Initiative de suspension du service de la dette](#), février.

⁸ Soit 175 % de la quote-part du Cameroun.

du Trésor progressent fortement dans le contexte de crise Covid, leur part dans le stock de dette intérieure passant de 24,9 % à 35,0 % entre fin 2019 et octobre 2021. Les autorités camerounaises prévoient également de lancer, dans le courant de l'année 2022, un emprunt obligataire d'environ 200 milliards XAF sur le marché financier régional de la BVMAC (Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale). La notation souveraine du Cameroun a été abaissée en avril 2020 par S&P Global Ratings de B à B-, tandis que les agences Moody's et Fitch maintenaient leur note inchangée, respectivement à B2 et B.

Le secteur bancaire camerounais, globalement solide, fait face à des risques croissants dans le contexte post-Covid-19. Correctement capitalisé (ratio de solvabilité global de 13,6 % à décembre 2020 selon la Commission bancaire de l'Afrique centrale, Cobac), il a enregistré en 2020 un résultat net positif de 84,9 milliards XAF, contre 81,7 milliards l'année précédente. Le niveau des créances en souffrance brutes demeure toutefois élevé et s'est accru depuis le début de la crise Covid, en dépit des mesures prudentielles dérogatoires prises par la Cobac⁹ (16,2 % à fin 2020, contre 15,2 % à fin 2019). Le remboursement de la dette bancaire de la Société nationale de raffinage (Sonara), évaluée à 261 milliards XAF, demeure par ailleurs un point de vigilance, malgré l'annonce en octobre 2021 d'un accord de restructuration avec le pool de neuf banques locales. Un autre point d'attention concerne, comme sur les autres places de la CEMAC, l'exposition croissante du secteur bancaire sur la dette souveraine à la faveur de la crise et le risque de nexus souverain-banques¹⁰ en décollant. La part des crédits au secteur public dans le bilan agrégé du secteur bancaire camerounais a ainsi augmenté de 6 points de pourcentage entre décembre 2019 et juin 2021 pour s'établir à 21 % selon le FMI (février 2022) – en deçà toutefois de l'exposition globale des banques de la CEMAC sur le secteur public, estimée à 27 % à la même date par le Fonds¹¹. L'instauration, en début d'année 2022, d'une taxe sur les retraits et transferts d'argent par téléphone mobile devrait soutenir le budget de l'État – les autorités espèrent pouvoir en tirer une recette supplémentaire d'environ 20 mil-

liards XAF –, mais pourrait également freiner le développement de ce moyen de paiement et de l'inclusion financière de la société camerounaise.

ENJEUX ET DÉFIS

Plusieurs régions du Cameroun sont toujours affectées par d'importantes tensions sécuritaires. C'est notamment le cas des provinces anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO), où les affrontements entre groupes séparatistes et forces gouvernementales ont causé la mort de plus de 6 000 personnes et le déplacement de 765 000 autres depuis 2017, selon l'Organisation non gouvernementale (ONG) International Crisis Group. Les dégâts matériels sont également importants dans ces deux régions riches en ressources naturelles (cacao, café, caoutchouc). Le « grand dialogue national » mené à l'automne 2019 n'a pas permis de mettre fin aux violences, malgré des avancées en matière de décentralisation et la mise en place d'un Plan de reconstruction et de développement. À l'extrême nord du pays, l'armée camerounaise continue de lutter contre les groupes djihadistes Boko Haram et État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), actifs dans le bassin du Lac Tchad. Dans ce contexte, le renforcement du dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LBC/FT) constitue un enjeu majeur : le rapport d'évaluation mutuelle du Cameroun de mars 2022¹² constate un niveau d'efficacité encore faible et formule un certain nombre de recommandations en vue de son renforcement : i) meilleure compréhension des risques LBC/FT pour certaines autorités et certains secteurs ; ii) création d'une autorité de coordination des politiques LBC/FT et promotion de la coopération entre autorités ; et iii) renforcement et spécialisation de la chaîne pénale, notamment.

La croissance du secteur privé demeure tributaire d'une amélioration de l'environnement des affaires. Des efforts apparaissent nécessaires afin d'améliorer la gouvernance et lutter contre la corruption, d'un niveau encore élevé dans le pays. Le gouvernement camerounais a ainsi pris des mesures dans le sens d'une plus grande transparence, avec la publication en novembre

⁹ Suspension des conditions de reclassement des créances en souffrance restructurées ou rééchelonnées en encours sains, allongement du délai de déclassement en créances douteuses de 90 à 180 jours pour les prêts bancaires affectés par les retombées de la Covid-19. Ces mesures ont été prorogées par la Cobac au 30 juin 2022.

¹⁰ Resserrement du lien réciproque entre la santé financière du secteur public et celle du secteur bancaire.

¹¹ FMI (2022), *Revue des politiques communes de la CEMAC*, janvier.

¹² <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/mer-fsrb/GABAC-French-Mutual-Evaluation-Report-Cameroun-2022.pdf>

2021 de l'audit de la Chambre des comptes sur la gestion de la pandémie de Covid-19, ainsi que des résultats d'attribution des marchés publics afférents et des bénéficiaires effectifs des sociétés attributaires. Les autorités devraient également conduire d'ici juin 2023, à titre de repère structurel du programme du FMI et en coordination avec ses équipes, une revue des vulnérabilités en matière de gouvernance et de corruption. La gestion des entreprises publiques demeure également un fort enjeu de gouvernance : à cet égard, le gouvernement s'est engagé, dans le cadre du programme conclu avec le FMI, à mettre en place des contrats de performance avec lesdites entreprises. Ces contrats formaliseront notamment leurs obligations de service public, les coûts facturés et des indicateurs de performance.

Le renforcement des infrastructures reste en outre un enjeu critique pour accroître le potentiel de croissance du pays. La dernière édition du rapport de l'indice de développement des infrastructures en Afrique ¹³ (AIDI, juillet 2020) publié par la Banque africaine de développement faisait ainsi ressortir un score de 20,687, au 28^e rang des 54 pays africains examinés (la moyenne continentale s'établissant à 29,633 et celle des pays à revenu intermédiaire inférieur à 32,313). Les besoins sont importants en la matière : la qualité insuffisante du réseau routier, en particulier, pèse sur le coût et la sécurité du transport, comme le note le FMI dans les *Selected issues* de la revue au titre de l'article IV du pays (février 2022). D'autres freins au développement sont par ailleurs induits par le caractère limité de la production électrique ou la faible progression de l'accès à l'Internet haut débit, dont le taux de pénétration stagne autour de 22 % depuis 2016, selon la Banque mondiale ¹⁴.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Plusieurs projets visent à développer la production d'énergie, notamment en valorisant le large potentiel hydroélectrique du pays. La centrale du barrage de Memve'ele (Sud), sur le fleuve Ntem, devrait voir sa production journalière passer de 90 MW à 211 MW

avec la finalisation de la ligne de transport électrique de 225 kV reliant le site à Yaoundé – plusieurs fois reportés, les travaux pourraient s'achever en 2022. À Lom Pangar (Est), l'usine de pied du barrage, d'une capacité maximale de 51 MW, et la ligne de transport vers Bertoua devraient entrer en service en décembre 2022. À Nachtigal (Centre), la construction du barrage et des infrastructures énergétiques (420 MW) se poursuit, en vue d'une mise en service à l'horizon 2023-2024.

Un partenariat public-privé (PPP) a été conclu en mars 2022 afin d'étendre les capacités du Port autonome de Douala. Le port, par où transite l'essentiel du commerce extérieur du Cameroun, accueille en effet aujourd'hui 12 millions de tonnes de marchandises par an, pour une capacité théorique maximale de 10 millions de tonnes. Le projet, confié à l'entreprise anglo-libanaise Karam Trading Holding (KTH), se traduira par la construction dans les cinq prochaines années d'un nouveau terminal de 42 hectares, portant la capacité d'accueil totale du port à 21 millions de tonnes. La convention prévoit, au terme de la construction du terminal, son exploitation pour une durée de vingt-cinq ans par KTH contre le versement d'une redevance au Port autonome de Douala.

¹³ Créé en 2013, l'AIDI mesure le niveau de développement des pays sur la base de quatre indices composites calculés à partir de données collectées par la BAD et reflétant respectivement le développement des infrastructures de transport, de la production d'électricité, la diffusion des technologies de l'information

et de la communication, ainsi que l'accès à l'eau et l'assainissement.

¹⁴ Banque mondiale (2021), *Program for the Acceleration of the Digital Transformation of Cameroon (P173240)*, Project information document, juillet.

ANNEXE

Cameroun – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
Ressources	24 923,9	26 141,5	28 181,0	27 025,8
PIB nominal	20 328,4	21 492,6	22 854,8	22 775,7
<i>dont secteur pétrolier</i>	718,3	1 000,0	1 064,1	673,0
Importations de biens et services	4 595,5	4 648,9	5 326,1	4 250,0
Biens	3 242,2	3 141,6	3 670,0	3 079,0
Services	1 353,3	1 507,3	1 656,2	1 171,0
Emplois	24 923,9	26 141,5	28 181,0	27 025,8
Consommation finale	16 453,1	17 142,3	18 402,5	18 361,1
Publique	2 264,4	2 387,1	2 505,0	2 591,0
Privée	14 188,7	14 755,2	15 897,5	15 770,1
Formation brute de capital fixe ^{a)}	4 661,3	4 899,3	5 245,5	5 041,5
Publique	896,4	849,8	915,3	649,9
Privée	3 773,8	4 046,7	4 349,0	4 352,6
<i>dont secteur pétrolier</i>	424,0	436,7	449,9	385,3
Variations de stocks	- 8,9	2,9	- 18,8	39,0
Exportations de biens et services	3 809,5	4 099,9	4 532,9	3 623,1
Biens	2 689,9	2 869,3	3 238,3	2 650,8
Services	1 119,6	1 230,6	1 294,6	972,3
Épargne intérieure brute	3 875,3	4 350,3	4 452,3	4 414,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 786,0	- 549,0	- 793,2	- 626,9
Revenus des facteurs	- 384,3	- 454,8	- 500,4	- 509,0
Épargne intérieure nette	3 491,0	3 895,5	3 951,9	3 905,6
Taux d'investissement (en % du PIB)	22,9	22,8	23,0	22,1
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	3,5	4,1	3,7	0,7
Déflateur du PIB	1,7	1,6	2,5	- 1,0
Prix à la consommation, en moyenne	0,6	1,1	2,5	2,4

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Cameroun – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Recettes et dons	3 121,5	3 522,5	3 618,1	3 222,7
Recettes budgétaires	3 056,7	3 435,8	3 508,6	3 181,0
Recettes pétrolières	385,9	500,3	584,5	428,2
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	66,5	87,0	113,0	106,8
Recettes non pétrolières	2 670,8	2 935,5	2 924,1	2 752,8
<i>dont recettes non fiscales</i>	147,7	191,4	158,6	192,2
Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)	64,8	86,7	109,5	41,7
Dépenses totales et prêts nets	4 111,7	4 024,7	4 359,5	3 965,3
Dépenses courantes	2 473,8	2 560,9	2 833,1	2 848,7
Salaires	967,9	1 008,0	1 007,6	1 046,6
Intérêts	174,0	198,6	220,9	233,9
<i>Sur la dette intérieure</i>	38,0	47,6	48,3	59,3
<i>Sur la dette extérieure</i>	136,0	151,0	172,6	174,6
Autres dépenses courantes	1 331,9	1 354,3	1 604,6	1 568,2
Dépenses en capital	1 612,7	1 390,1	1 463,3	1 091,0
Dépenses budgétaires	839,2	638,7	647,7	575,7
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	773,5	751,4	815,6	515,3
Dépenses de restructuration	25,2	46,4	43,3	25,6
Prêts nets	0,0	27,3	19,8	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	- 145,5	313,5	137,3	- 94,4
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 990,2	- 502,2	- 741,4	- 742,6
Arriérés	- 191,4	173,6	- 98,7	- 104,4
Arriérés intérieurs	- 191,4	173,6	- 98,7	- 104,4
Arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde base caisse ^{c)}	- 1 181,6	- 328,6	- 840,1	- 847,0
Financement	1 181,6	328,6	840,1	847,0
Financement intérieur	397,3	- 487,7	107,2	426,8
Bancaire	26,1	300,9	243,4	715,6
Non bancaire	371,2	- 788,6	- 136,2	- 288,9
Financement extérieur	784,3	816,3	732,9	420,2
Tirages sur emprunts	918,8	1 036,9	1 053,2	605,2
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 134,5	- 220,6	- 320,3	- 308,6
Réaménagement de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	123,6
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	15,0	16,0	15,4	14,0
Recettes pétrolières	1,9	2,3	2,6	1,9
Dépenses courantes	12,2	11,9	12,4	12,5
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 4,9	- 2,3	- 3,2	- 3,3
Dette publique	33,2	36,6	39,1	42,1

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Cameroun – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 502,9	- 755,6	- 998,6	- 894,8
1 - Biens et services	- 402,7	- 549,0	- 793,2	- 626,9
Balance des biens	- 117,0	- 272,3	- 431,6	- 428,2
Exportations de biens FOB	2 674,9	2 869,3	3 238,3	2 650,8
<i>dont : pétrole</i>	<i>818,6</i>	<i>873,9</i>	<i>1 038,6</i>	<i>620,2</i>
<i>cacao</i>	<i>310,2</i>	<i>308,5</i>	<i>374,4</i>	<i>336,1</i>
<i>bois</i>	<i>288,7</i>	<i>304,7</i>	<i>293,3</i>	<i>233,3</i>
<i>aluminium</i>	<i>80,5</i>	<i>73,1</i>	<i>62,5</i>	<i>54,1</i>
<i>caoutchouc</i>	<i>39,3</i>	<i>30,0</i>	<i>23,7</i>	<i>22,2</i>
Importations de biens CAF	- 3 143,2	- 3 648,6	- 4 217,6	- 3 485,0
Importations de biens FOB	- 2 791,9	- 3 141,6	- 3 670,0	- 3 079,0
<i>dont : biens d'équipement</i>	<i>- 750,2</i>	<i>- 808,5</i>	<i>- 873,3</i>	<i>- 888,5</i>
<i>produits alimentaires</i>	<i>- 749,8</i>	<i>- 786,7</i>	<i>- 841,7</i>	<i>- 853,5</i>
<i>produits pétroliers</i>	<i>- 463,3</i>	<i>- 640,2</i>	<i>- 972,5</i>	<i>- 546,3</i>
Balance des services	- 285,7	- 276,7	- 361,6	- 198,7
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 98,3</i>	<i>- 205,5</i>	<i>- 237,2</i>	<i>- 98,0</i>
2 - Revenus primaires	- 384,3	- 454,8	- 500,4	- 509,0
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 155,3</i>	<i>- 167,5</i>	<i>- 193,9</i>	<i>- 196,9</i>
3 - Revenus secondaires	284,1	248,2	295,0	241,2
Administrations publiques	88,5	51,2	58,2	56,7
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>32,0</i>	<i>48,2</i>	<i>54,8</i>	<i>21,3</i>
Autres secteurs	195,6	197,0	236,8	184,4
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>77,9</i>	<i>81,0</i>	<i>121,5</i>	<i>103,3</i>
b - Compte de capital	35,2	40,8	135,1	30,1
c - Compte financier	950,1	948,8	1 019,8	516,4
Investissements directs	459,1	375,4	527,1	340,7
Investissements de portefeuille	14,2	12,5	71,8	26,2
Autres investissements	476,8	560,9	420,9	149,5
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	0,0	123,6
d - Erreurs et omissions nettes	- 266,3	- 81,6	12,8	- 74,6
e - Solde global (a + b - c + d)	216,1	152,5	169,0	- 422,9
Solde courant (en % du PIB)	- 2,5	- 3,5	- 4,4	- 3,9
Solde global (en % du PIB)	1,1	0,7	0,7	- 1,9

Source : BEAC.

Cameroun – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	1 848	2 052	1 953	1 982
Moyen terme	1 103	1 270	1 368	1 511
Long terme	97	94	102	99
Total	3 048	3 417	3 423	3 593

Source : BEAC.

Cameroun – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Valeurs immobilisées	384	426	501	Capitaux permanents	532	597	711
Opérations avec la clientèle	3 269	3 255	3 513	<i>dont fonds propres</i>	<i>316</i>	<i>307</i>	<i>429</i>
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	<i>128</i>	<i>112</i>	<i>153</i>	Opérations avec la clientèle	4 461	4 837	5 399
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	1 894	2 436	2 714	Opérations diverses	262	307	289
Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	187	180	161	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	479	557	490
Total	5 734	6 298	6 889		5 734	6 298	6 889

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	54,0	55,7	56,7
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	11,9	13,7	12,0
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	15,5	19,4	19,4
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	15,0	15,2	16,2
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	3,9	3,5	4,3
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	76,9	80,1	76,5

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020
1. Produits bancaires	1 648	5 724	1 823
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	10	11	10
Produits sur opérations avec la clientèle	251	260	275
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	44	43	42
Produits sur opérations diverses	1 306	5 355	1 411
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	37	55	85
2. Charges bancaires	1 241	5 301	1 385
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	10	11	14
Charges sur opérations avec la clientèle	61	63	71
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	38	39	36
Charges sur opérations diverses	1 129	5 184	1 260
Charges sur ressources permanentes	3	4	3
3. Produit net bancaire (1 - 2)	408	422	438
4. Produits accessoires nets	7	8	7
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	414	430	445
6. Frais généraux	205	217	227
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	16	18	21
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	194	195	197
9. Provisions nettes sur risques	90	31	69
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	- 6	- 42	- 5
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	98	122	122
12. Résultat exceptionnel net	1	3	- 8
13. Résultat sur exercices antérieurs	- 0	- 0	- 3
14. Impôts sur les bénéfices	36	42	26
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	63	82	85

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	10,7	10,6	13,6
Rapport de liquidité	162,4	164,1	182,4

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.